

ROYAUME DE BELGIQUE.  
-----KONINKRIJK BELGIE.  
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.  
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.  
-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 19 décembre 1949, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent "portant statut du cadre permanent de la base métropolitaine d'Afrique", a donné en sa séance du 29 mars 1950 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet d'arrêté du Régent des modifications qui rencontrent les intentions du Gouvernement telles qu'elles lui ont été exprimées.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e December 1949 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent "houdende statuut van het vast kader der moederlandse basis in Afrika", heeft ter zitting van 29 Maart 1950 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor in het ontwerp van besluit van de Regent een aantal wijzigingen aan te brengen die beantwoorden aan de bedoelingen van de Regering zoals deze hem werden uiteengezet.

ARRETE DU REGENT PORTANT LE STATUT DU PERSONNEL DU CADRE  
PERMANENT DE LA BASE METROPOLITAINE D'AFRIQUE.

-----

CHARLES, Prince de Belgique,  
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1er, 29, 67 et 68 de la Constitu-  
tion;

Considérant que le maintien de l'indépendance na-  
tionale et de l'intégrité du territoire nécessite l'organi-  
sation d'une base militaire dans les territoires d'outremer;

Considérant qu'il s'impose de donner aux militai-  
res à affecter de façon permanente à cette base un statut  
similaire à celui des membres européens de la force publique

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Défense na-  
tionale et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en  
Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Section I. - Dispositions organiques.

-----

Article 1er.-

Les membres du cadre permanent de la base restent  
soumis aux dispositions organiques de leur statut dans l'ar-  
mée, dans la force aérienne, dans la force navale ou dans  
l'administration générale, notamment en ce qui concerne

leur grade et leur ancienneté, leur avancement, leur régime disciplinaire, leur limite d'âge et la supputation de leur temps de service.

Article 2.-

Le commandant de la base dispose du personnel permanent dans l'intérêt du service.

Article 3.-

Le commandant de la base peut, en cas de nécessité charger les membres de ce personnel d'une activité utile à la base autre que celle de leur emploi habituel.

Section II.- Recrutement.

Article 4.-

Le personnel permanent de la base est recruté par engagement volontaire :

- 1° parmi les militaires de carrière de l'armée, de la force aérienne et de la force navale; sauf dérogation accordée par le Ministre de la Défense nationale, ces militaires doivent avoir au moins le grade de premier sergent ou de maître;
- 2° parmi les agents du département de la Défense nationale ou parmi les agents d'autres départements, détachés pour la durée de leur engagement au département de la Défense nationale.

Article 5.-

Pour être admis à servir dans le cadre permanent, ces militaires ou agents civils doivent :

- 1° être de conduite irréprochable;
- 2° être reconnus physiquement aptes à servir dans le territoire africain du Royaume;

- 3° souscrire l'engagement de servir au moins trois ans dans ce territoire ;
- 4° ne pas être atteints pendant la durée de cet engagement par les limites d'âge fixées par leur statut organique de la métropole, sauf dérogation accordée par le Ministre de la Défense nationale dans l'intérêt du service;
- 5° remplir les conditions réglementaires fixées par le Ministre de la Défense nationale.

Article 6.-

Nul ne peut être médecin à la base, s'il ne satisfait aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'art de guérir au Congo belge.

Article 7.-

Les militaires et les agents civils visés à l'article 4 sont admis dans le cadre permanent et cessent d'en faire partie sur décision du Ministre de la Défense nationale.

Section III. Devoirs.

Article 8.-

Les membres du cadre permanent doivent servir de manière à seconder la mission civilisatrice de la Belgique dans le territoire africain du Royaume.

Ils doivent s'abstenir de toute activité contraire aux lois, décrets, règlements, arrêtés et ordonnances en vigueur dans ce territoire.

Article 9.-

Il leur est interdit, ainsi qu'à leur épouse, d'exercer dans ce territoire une activité lucrative quelconque ou de participer à l'administration de sociétés.

Article 10.-

Des dérogations à l'interdiction de l'article 9 peuvent être accordées, sans préjudice des autorisations requises par les règlements militaires :

- 1° par le Gouverneur général du Congo belge, aux épouses des officiers ou des agents civils assimilés à ceux-ci;
- 2° par les gouverneurs de province, aux épouses des sous-officiers ou des agents civils assimilés à ceux-ci stationnés dans leur province.

Section IV.- Service effectif.

Article 11.-

Le service effectif d'Afrique prend cours le jour de l'arrivée dans le territoire africain du Royaume.

En dehors du cas prévu à l'article 24, alinéa 2, il prend fin le lendemain du jour où l'intéressé quitte ce territoire.

Article 12.-

Sont assimilés au service effectif d'Afrique :

- 1° les missions, les stages ou les épreuves accomplis en Belgique ou dans un territoire étranger, pendant une durée inférieure à six mois, lorsque ces missions, stages ou épreuves sont ordonnés par le Ministre de la Défense nationale au cours d'une période de service d'Afrique ou au cours d'une période de congé d'Afrique;
- 2° les services ou les stages accomplis à la force publique, à l'administration d'Afrique ou dans un des organismes reconnus d'utilité publique, prévus à l'article 1er de la loi du 12 mars 1923, permettant aux personnes autorisées à faire valoir des droits à l'obtention de pensions métropolitaines de compter le temps de leurs services à la Colonie, telle que cette loi a été modifiée par la loi du 18 mai 1929, par l'arrêté royal du 31 mai 1933 et par la loi du 30 juin 1947.

- 3° les absences pour motif de santé ou d'accident, dans les conditions à déterminer par le Ministre de la Défense nationale;
- 4° le service accompli en vertu de l'article 27, 3°, du présent arrêté;
- 5° le temps des congés annuels prévus à l'article 20 du présent arrêté;
- 6° en cas de retour anticipé, la période du préavis comprise, éventuellement, entre la date du départ du territoire africain du Royaume et la date d'expiration du préavis.

Article 13.-

Les services visés à l'article 12, 2°, et accomplis antérieurement à l'admission dans le cadre permanent d'Afrique peuvent, en vue de l'obtention d'avantages prévus par les statuts du personnel permanent métropolitain, être comptés comme services effectifs d'Afrique. Toutefois les intéressés ne peuvent bénéficier à charge du Ministère de la Défense nationale d'avantages qui leur seraient attribués du même chef par la colonie ou par des organismes coloniaux reconnus d'utilité publique.

Article 14.-

Les périodes de service effectif d'Afrique sont de trois ans.

Elles peuvent être prolongées par le Ministre de la Défense nationale, si des circonstances exceptionnelles l'exigent.

En temps de paix, la prolongation ne peut excéder trois mois sans le consentement de l'intéressé.

Article 15.-

A l'expiration de chaque période de service effectif d'Afrique, l'intéressé peut, dans les conditions déterminées par l'article 5, être admis à servir pendant une nouvelle période.

Article 16.-

Le Ministre de la Défense nationale peut ordonner le retour anticipé des membres du cadre permanent sans procédure spéciale :

- 1° par suite de mise à la pension;
- 2° par suite d'une peine disciplinaire;
- 3° dans l'intérêt du service.

Article 17.-

Le Ministre de la Défense nationale peut ordonner le retour anticipé des membres du cadre permanent pour motif de santé, sur rapport du commandant de la base et sur avis médical suivant une procédure qu'il détermine.

Article 18.-

Dans les cas prévus aux articles 16 et 17, s'il y a urgence, le retour anticipé peut être ordonné par le commandant de la base, qui justifie cette mesure par un rapport motivé adressé au Ministre de la Défense nationale par les moyens les plus rapides.

Article 19.-

Dans chaque cas de retour anticipé, le Ministre de la Défense nationale notifie à l'intéressé un préavis d'une durée d'au moins :

- 1° un mois, si les services effectifs d'Afrique de l'intéressé ne dépassent pas une durée de un an;
- 2° deux mois, si les services effectifs d'Afrique de l'intéressé sont d'une durée supérieure à un an, sans dépasser deux ans;
- 3° trois mois, si les services effectifs d'Afrique de l'intéressé sont d'une durée supérieure à deux ans.

#### Section V.- Des congés.

##### Article 20.-

Le commandant de la base peut, si les besoins du service le permettent, accorder aux membres du cadre permanent des congés annuels d'une durée ne dépassant pas quinze jours par an.

##### Article 21.-

Ces congés n'entraînent aucune suppression ou réduction de rémunérations, allocations, primes, indemnités ou avantages divers.

Ils ne comportent toutefois pas d'indemnités de déplacement ni de frais de voyage.

##### Article 22.-

Un congé d'Afrique est accordé aux membres du cadre permanent à l'expiration de chaque période de service effectif d'Afrique.

Ce congé doit être passé en climat tempéré.

##### Article 23.-

La durée du congé d'Afrique est de six mois pour chaque période de 3 ans de service effectif d'Afrique.

En cas de retour anticipé ou de prolongation de la période de service effectif et sauf dans les cas prévus à l'article 26, la durée du congé d'Afrique est fixée à deux douzièmes de la durée de la dernière période.

Article 24.-

Le congé d'Afrique prend cours le lendemain du jour où l'intéressé quitte le territoire africain du Royaume.

Toutefois, si l'intéressé a dû quitter ce territoire avant l'expiration du délai de préavis visé à l'article 19, le congé d'Afrique prend cours le lendemain de l'expiration du délai de préavis.

Article 25.-

Le congé d'Afrique se termine le jour qui précède la rentrée dans le territoire africain du Royaume, ou à la date fixée par le Ministre de la Défense nationale si le retour dans ce territoire ne suit pas immédiatement l'expiration du congé d'Afrique.

Article 26.-

Le congé d'Afrique est réduit à un douzième de la dernière période de service effectif :

- 1° lorsque l'intéressé ne souscrit pas d'engagement pour une nouvelle période de service effectif ou si l'ayant souscrit, il est autorisé, sur sa demande, à y renoncer;
- 2° lorsque l'intéressé ne peut être admis pour une nouvelle période de service effectif par suite de sa mise à la pension ou que son retour anticipé a été ordonné pour ce motif;
- 3° lorsque le Ministre de la Défense nationale décide que l'intéressé cessera de faire partie du cadre permanent par suite d'une peine disciplinaire, ou lorsqu'il le décide dans l'intérêt du service pour une cause imputable à l'intéressé ou à un membre de sa famille.

Article 27.-

Le Ministre de la Défense nationale peut :

- 1° à l'issue du congé d'Afrique et dans l'intérêt du service, maintenir aux forces armées métropolitaines ou remettre à la disposition du Ministre dont ils relèvent, les membres du cadre permanent, même s'ils avaient été retenus pour accomplir une nouvelle période de service effectif;
- 2° accorder aux membres du cadre permanent en congé d'Afrique et désignés pour rejoindre la base, des prolongations du congé d'Afrique pour motifs de santé ou d'accident, sans que ces prolongations puissent dépasser trois mois;
- 3° replacer administrativement les membres du personnel permanent de la base en service effectif d'Afrique, pendant ou à l'issue de leur congé d'Afrique, afin de leur prescrire, avant de rejoindre la base, des missions, stages ou des épreuves en Belgique ou dans un territoire étranger et sans que la durée du service effectif accompli dans ces conditions puisse dépasser six mois.

Article 28.-

Lorsque le Ministre ordonne la mutation prévue à l'article 27, 3°, pendant la durée du congé d'Afrique, celui-ci est prolongé de la durée de sa suspension.

Section VI.- Des grades et de la hiérarchie.

Article 29.-

Les sous-officiers du cadre permanent sont assimilés, à la date de leur passage dans ce cadre, au grade d'adjudant pour l'armée de terre et la force aérienne et au grade de 1er maître-chef pour la force navale.

Ces assimilations restent valables jusqu'à la date de reprise en service aux forces métropolitaines stationnées en Europe.

Article 30.-

Les membres civils du personnel permanent sont assimilés à un grade militaire dans les conditions déterminées par le Ministre de la Défense nationale.

Article 31.-

La hiérarchie du personnel permanent est déterminée par le grade et par l'ancienneté dans le grade sans tenir compte de l'appartenance de ses membres à l'armée de terre, à la force aérienne, à la force navale ou à l'administration générale.

Article 32.-

La préséance entre les membres du personnel permanent de la base, les agents de l'administration d'Afrique et les militaires de la force publique est déterminée par le grade effectif ou d'assimilation.

En cas d'égalité ou d'équivalence de grade, la préséance est déterminée par l'ancienneté dans ce grade.

En cas d'ancienneté égale dans le grade égal ou équivalent, la préséance est déterminée par l'ancienneté dans le grade immédiatement inférieur.

Section VII. - Dispositions diverses.

Article 33.-

L'uniforme et les insignes du personnel permanent sont déterminés par le Roi.

Article 34.-

Le statut pécuniaire du personnel permanent est déterminé par le Roi.

Article 35.-

Le présent arrêté sort ses effets au 1er janvier 1949.

Article 36.-

Le Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Premier Ministre,

Le Ministre des Finances,

BESLUIT VAN DE REGENT HOUDENDE HET STATUUT VAN HET PERSONEEL  
VAN HET VAST KADER VAN DE MOEDERLANDSE BASIS IN AFRIKA.

=====

KAREL, Prins van België,  
Regent van het Koninkrijk,  
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 1, 29, 67 en 68 van de Grondwet;

Overwegende dat het behoud van de nationale onafhankelijkheid en de ongeschondenheid van het grondgebied de inrichting vergt van een militaire basis in de overzeese gebieden;

Overwegende dat het nodig is aan de permanent bij die basis in te delen militairen een soortgelijk statuut te verschaffen als aan de Europese leden der weermacht;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landverdediging en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Afdeling I.-Organieke bepalingen.

Artikel 1.-

De leden van het vast kader der basis blijven onderworpen aan de organieke bepalingen van hun statuut bij het leger, bij de luchtmacht, bij de zeemacht of bij het algemeen bestuur, inzonderheid wat betreft hun graad en ancienniteit, hun bevordering, hun tuchtstelsel, hun leeftijdsgrens en de berekening van hun dienstdiensttijd.

.../...

Artikel 2.-

De commandant van de basis beschikt over het vast personeel volgens het belang van de dienst.

Artikel 3.-

De commandant van de basis kan, waar zulks noodzakelijk is, de leden van dat personeel belasten met een voor de basis nuttige taak, die niet deze is welke zij gewoonlijk uitoefenen.

Afdeling II.- Werving.  
-----

Artikel 4.-

Het vast personeel van de basis wordt bij vrijwillige dienstdiening aangeworven :

- 1° onder de beroepsmilitairen van het leger, de luchtmacht en de zeemacht; behoudens door de Minister van Landsverdediging toegestane afwijking, moeten deze militairen ten minste de graad van eerste sergeant of van meester hebben;
- 2° onder de personeelsleden van het departement van Landsverdediging of onder de personeelsleden van andere departementen, voor de duur van hun verbintenis bij het departement van Landsverdediging gedetacheerd.

Artikel 5.-

Om tot de dienst in het vast kader toegelaten te worden moeten deze militairen of personeelsleden:

- 1° van onberispelijk gedrag zijn;
- 2° lichamelijk geschikt bevonden zijn om op het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk te dienen;
- 3° de verbintenis ondertekenen ten minste drie jaar op dat grondgebied te dienen;
- 4° tijdens de duur van deze verbintenis de leeftijdsgrens vastgesteld door hun organiek statuut in het moederland niet bereiken, behoudens afwijking door de Minister van Landsverdediging in het belang van de dienst toegestaan;

5° de door de Minister van Landsverdediging gestelde reglementaire voorwaarden vervullen.

Artikel 6.-

Geen enkel geneesheer kan bij de basis worden ingedeeld, zo hij niet voldoet aan de wets- en reglementsbestimmelingen betreffende de geneeskunst in Belgisch-Congo.

Artikel 7.-

De in artikel 4 bedoelde militairen en burgerlijke personeelsleden worden in het vast kader opgenomen en houden op er van deel uit te maken bij beslissing van de Minister van Landsverdediging.

Afdeling III.- Plichten.  
-----

Artikel 8.-

De leden van het vast kader moeten op zodanige wijze dienen, dat zij het beschavingswerk van België in het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk bevorderen.

Zij moeten zich onthouden van alle activiteit strijdig met de wetten, decreten, reglementen, besluiten en ordonnantiën geldend op dat grondgebied.

Artikel 9.-

Hun en hun echtgenoten is het verboden op dat grondgebied enige winstgevende activiteit uit te oefenen of aan het beheer van een vennootschap deel te nemen.

Artikel 10.-

Onverminderd de door de militaire reglementen vereiste machtigingen, kunnen aan het verbod van artikel 9 afwijkingen worden toegestaan :

.../...

- 1° door de Gouverneur-Generaal van Belgisch-Congo aan de echtgenoten van officieren of met hen gelijkgestelde burgerlijke personeelsleden;
- 2° door de provinciegouverneurs aan de echtgenoten van de onder officieren of met dezen gelijkgestelde burgerlijke personeelsleden die in hun provincie gestationneerd zijn.

Afdeling IV.- Effectieve dienst.

Artikel 11.-

De effectieve dienst in Afrika neemt een aanvang op de datum van aankomst op het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk.

Buiten het geval bepaald bij artikel 24, alinea 2, eindigt hij de dag volgend op deze waarop de belanghebbende dit grondgebied verlaat.

Artikel 12.-

Met effectieve dienst in Afrika worden gelijkgesteld:

- 1° de opdrachten, stages of examens, gedaan in België of op een vreemd grondgebied gedurende minder dan zes maanden, wanneer deze opdrachten, stages of examens door de Minister van Landsverdediging in de loop van een dienstperiode in Afrika of in de loop van een periode van Afrikaverlof bevolen worden;
- 2° de diensten of stages gedaan bij de weermacht, bij het bestuur in Afrika of bij een der organismen erkend als zijnde van openbaar nut, bedoeld bij artikel 1 van de wet van 12 Maart 1923, waarbij aan personen, gemachtigd rechten te doen gelden tot het bekomen van pensioenen van het moederland, toegelaten wordt de tijd van hun diensten in de Kolonie te rekenen, zoals deze wet gewijzigd werd bij de wet van 18 Mei 1929, bij het koninklijk besluit van 31 Mei 1933 en bij de wet van 30 Juni 1947;

.../...

- 3° de afwezigheid om gezondheidsredenen of wegens ongeval, onder de voorwaarden door de Minister van Landsverdediging te bepalen;
- 4° de dienst gedaan krachtens artikel 27, 3°, van dit besluit;
- 5° de duur van de jaarlijkse verloven bepaald in artikel 20 van dit besluit;
- 6° in geval van vervroegde terugkeer, de opzeggingstermijn bij voorkomend geval begrepen tussen de datum van vertrek uit het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk en de datum waarop de opzeggingstermijn verstrijkt.

#### Artikel 13.-

De dienst bedoeld in artikel 12, 2°, en gedaan vóór de opneming in het vast kader van Afrika kan, met het oog op het bekomen van de voordelen der statuten van het vast personeel uit het moederland, als effectieve dienst in Afrika worden aangerekend. De belanghebbenden kunnen evenwel ten laste van het Ministerie van Landsverdediging geen voordelen genieten, die hun uit denzelfden hoofde zouden zijn verleend door de Kolonie of door koloniale instellingen erkend als zijnde van openbaar nut.

#### Artikel 14.-

De perioden van effectieve dienst in Afrika duren drie jaar.

De Minister van Landsverdediging kan ze verlengen, zo zulks door uitzonderlijke omstandigheden is vereist.

In vreedestijd mag de verlenging zonder toestemming van belanghebbende drie maanden niet overschrijden.

.../...

Artikel 15.-

Bij het verstríjken van iedere periode van effectieve dienst in Afrika kan aan de belanghebbende, onder de in artikel 5 gestelde voorwaarden, toelating worden verleend gedurende een nieuwe periode te dienen.

Artikel 16.-

De Minister van Landsverdediging kan zonder bijzondere procedure de vervroegde terugkeer van de leden van het vastpersoneel bevelen :

- 1° ingevolge de oppensioenstelling;
- 2° ingevolge een tuchtstraf;
- 3° in het belang van de dienst.

Artikel 17.-

De Minister van Landsverdediging kan de vervroegde terugkeer van de leden van het vastpersoneel om gezondheidsredenen volgens een door hem bepaalde procedure bevelen op verslag van de commandant der basis en op geneeskundig advies.

Artikel 18.-

Wanneer de gevallen bepaald in de artikelen 16 en 17 dringend zijn, kan de vervroegde terugkeer bevolen worden door de commandant der basis, die deze maatregel verantwoordt in een met redenen omkleed verslag op de snelst mogelijke wijze aan de Minister van Landsverdediging gezonden.

Artikel 19.-

In ieder geval van vervroegde terugkeer zegt de Minister van Landsverdediging belanghebbende schriftelijk op ten minste :

- 1° een maand, zo de effectieve diensten in Afrika van de belanghebbende de duur van één jaar niet overschrijden;
- 2° twee maanden, zo de effectieve diensten in Afrika van de belanghebbende meer dan één jaar bedragen, zonder twee jaar te overschrijden;

3° drie maanden, zo de effectieve diensten in Afrika van de belanghebbende meer dan twee jaar bedragen.

Afdeling V.- Verloven.

Artikel 20.-

De commandant van de basis kan, zo de noodwendigheden van de dienst het toelaten, aan de leden van het vast personeel jaarlijkse verloven toekennen, waarvan de duur vijftien dagen per jaar niet overschrijdt.

Artikel 21.-

Deze verloven brengen generlei afschaffing of vermindering mede van de bezoldigingen, toelagen, premiën, vergoedingen of voordelen van welke aard ook.

Geen verplaatsingsvergoedingen, noch reiskosten zijn er evenwel aan verbonden.

Artikel 22.-

Bij het verstrijken van iedere periode van effectieve dienst in Afrika wordt aan de leden van het vast kader een Afrikaverlof toegestaan.

Dat verlof moet in een gematigde luchtstreek doorgebracht worden.

Artikel 23.-

De duur van het Afrikaverlof bedraagt zes maanden voor iedere periode van 3 jaar effectieve dienst in Afrika.

In geval van vervroegde terugkeer of verlenging van de effectieve dienst en behoudens de gevallen bepaald in artikel 26, wordt de duur van het Afrikaverlof op twee twaalfden van de duur der laatste periode vastgesteld.

.../...

Artikel 24.-

Het Afrikaverlof gaat in de dag nadat de belanghebbende het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk verlaat.

Indien de belanghebbende evenwel dat grondgebied heeft moeten verlaten vóór het verstrijken van de in artikel 19 bedoelde opzeggingstermijn, gaat het Afrikaverlof in de dag nadat de opzeggingstermijn verstrijkt.

Artikel 25.-

Het Afrikaverlof eindigt daags vóór de terugkeer in het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk, of op de datum door de Minister van Landsverdediging bepaald indien de terugkeer in dat grondgebied niet onmiddellijk volgt op het verstrijken van het Afrikaverlof.

Artikel 26.-

Het Afrikaverlof wordt tot één twaalfde van de laatste effectieve dienstperiode verminderd:

- 1° wanneer de belanghebbende geen verbintenis ondertekent voor een nieuwe effectieve dienstperiode of zo hij dit wel gedaan heeft maar op zijn aanvraag gemachtigd wordt er van af te zien;
- 2° wanneer de belanghebbende geen toelating kan worden verleend voor een nieuwe effectieve dienstperiode, hetzij ingevolge zijn oppensioenstelling, hetzij dat zijn vervroegde terugkeer om deze reden werd bevolen;
- 3° wanneer de Minister van Landsverdediging beslist dat de belanghebbende ingevolge een tuchtstraf niet langer deel zal uitmaken van het vast kader, of wanneer hij zulks in het belang van de dienst beslist op gronden die aan de belanghebbende of aan een lid van diens gezin te wijten zijn.

.../...

Artikel 27.-

De Minister van Landsverdediging kan :

- 1° bij het einde van het Afrikaverlof en in het belang van de dienst, de leden van het vast kader in de strijdkrachten van het moederland behouden of ze opnieuw ter beschikking stellen van de Minister van wie zij afhangen, zelfs al waren zij bestemd om een nieuwe effectieve dienstperiode te vervullen;
- X 2° aan de leden van het vast kader die met Afrikaverlof zijn en aangewezen zijn om zich bij de basis te vervoegen, verlengingen van het Afrikaverlof toestaan om gezondheidsredenen of wegens ongeval, zonder dat deze verlengingen drie maanden mogen overschrijden;
- X X 3° de leden van het vast personeel ~~van de basis~~ bestuurlijk in effectieve dienst in Afrika terugplaatsen, gedurende of op het einde van hun Afrikaverlof, ten einde hun, alvorens zij zich bij de basis vervoegen, opdrachten, stages of examens in België of op een vreemd grondgebied voor te schrijven, zonder dat de duur van de in deze omstandigheden godane effectieve diensten zes maanden mag overschrijden.

Artikel 28.-

Wanneer de Minister de bij artikel 27, 3°, bepaalde mutatie voorschrijft tijdens de duur van het Afrikaverlof, wordt dit verlengd met de duur van de schorsing.

Afdeling VI.- Graden en hiërarchie.

Artikel 29.-

X De onderofficieren van het vast kader worden op de datum van hun overgang naar dat kader gelijkgesteld met de graad van adjudant voor het landleger en de luchtmacht, en met de graad van 1ste oppermeester voor de zeemacht.

.../...

Deze gelijkstellingen blijven geldig tot de dag der weder in dienstneming bij de in Europa gestationneerde moeder landse strijdkrachten.

Artikel 30.-

De burgerlijke leden van het vast personeel worden, onder de door de Minister van Landsverdediging gestelde voorwaarden, met een militaire graad gelijkgesteld.

Artikel 31.-

De rangopvolging van het vast personeel wordt door de graad en ancienniteit in de graad bepaald, zonder dat er mede rekening gehouden wordt of de leden tot het landleger, de luchtmacht, de zeemacht of tot het algemeen bestuur behoren.

Artikel 32.-

Onder de leden van het vast personeel van de basis, de personeelsleden van het bestuur in Afrika en de militairen van de weermacht wordt de voorrang door de effectieve graad of door de graad van gelijkstelling bepaald.

In geval van gelijkheid of gelijkwaardigheid van graad, wordt de voorrang door de ancienniteit in deze graad bepaald.

In geval van gelijke ancienniteit in gelijke of gelijkwaardige graad, wordt de voorrang door de ancienniteit in de onmiddellijk lagere graad bepaald.

Afdeling VII.- Diverse bepalingen.

Artikel 33.-

Het uniform en de onderscheidingstekens van het vast personeel worden door de Koning bepaald.

.../...

Artikel 34.-

\* Het geldelijk statuut van het vast personeel wordt door de Koning bepaald.

Artikel 35.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Januari 1949.

Artikel 36.-

De Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Landsverdediging,

De Eerste-Minister,

De Minister van Financiën,

Etaient présents :

Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat,  
De Heren : voorzitter van de Raad van  
State.

président  
voorzitter

V. DEVAUX,           conseillers d'Etat  
M. SOMERHAUSEN,   raadsheren van State

E. VAN DIEVOET,    assesseurs de la section  
                          de législation  
H. PIERLOT,           bijzitters van de  
                          afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier  
adjunct-greffier. greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,  
(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,  
(signé) J. SUETENS.

de la Défense nationale.  
van Landsverdediging.

expédition délivrée à M. le Ministre  
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

Le           avril 1950.  
Le Greffier du Conseil d'Etat.

De April 1950.  
De Griffier van de Raad van State.

K. MEES.